

Étude de Faisabilité pour  
l'évolution et le dimensionnement  
de l'extractothèque et de la  
plateforme de criblage dans le  
cadre du Projet TrétZerbaj

**Cahier des clauses particulières (CCP)**

Consultation n°











2025SETUDEUR08

## SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	2
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	5
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	10
9.	FIN DU CONTRAT .....	11

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Étude de Faisabilité pour l'évolution et le dimensionnement de l'extractothèque et de la plateforme de criblage dans le cadre du Projet TrétZerbaj
	Acheteur	Université de La Réunion
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Université de La Réunion
	Délai	6 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Étude de Faisabilité pour l'évolution et le dimensionnement de l'extractothèque et de la plateforme de criblage dans le cadre du Projet TrétZerbaj

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Université de La Réunion**.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;

### 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de La Réunion**, représenté par Pr Jean-François HOARAU Président de l'Université.

#### Adresse et coordonnées :

Service des marchés  
Université de La Réunion  
15 Avenue René Cassin  
Saint-Denis  
97400 CS 92003  
Téléphone : 02 62 93 80 80  
Courriel : marches@univ-reunion.fr

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **6 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Délais de remise des documents :**

Dans un délai maximum de 15 jour(s) à l'issue de l'exécution des prestations, le titulaire doit remettre en 1 exemplaire numérique un rapport comportant les livrables attendus (Voir article 6.1 du présent document).

Un rapport intermédiaire sera attendu à mi-parcours, soit 3 mois après le démarrage de la prestation.

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

#### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- le numéro de SIRET de l'Université de La Réunion, destinataire de la facture : 199 744 780 00016
- le code service : UR974SFD
- le numéro d'engagement (numéro composé de 10 chiffres et commençant par 45) à réclamer l'acheteur.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

### ■ Périodicité des paiements :

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Clause technique (Cahier des charges) :

Pour la réalisation des prestations, les prescriptions techniques suivantes s'appliquent :

**Étude de Faisabilité pour l'évolution et le dimensionnement de l'extractothèque et de la plateforme de criblage dans le cadre du Projet TrétZerbaj**

## Contexte du projet TrétZerbaj :

Le projet TrétZerbaj, financé par France 2030, vise à valoriser durablement la biodiversité de La Réunion, en exploitant les ressources végétales locales pour répondre aux besoins dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique et agroalimentaire. Au cœur du projet se trouvent des infrastructures scientifiques clés, telles que l'extractothèque de La Réunion et la plateforme de criblage à haut débit, qui permettent de découvrir et de tester des molécules bioactives. Bien que ces infrastructures soient déjà en place, une étude de faisabilité est nécessaire pour évaluer leur dimensionnement actuel et les évolutions nécessaires pour soutenir le projet à long terme, tout en garantissant la pérennité économique, sociale et environnementale.

L'étude devra aussi aborder le sourcing des plantes (Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales, ou PAPAM) et les compétences locales nécessaires pour soutenir l'ensemble de la chaîne de valeur.

### 1. Objectifs de l'étude de faisabilité :

Cette étude vise à fournir une analyse complète de la viabilité du projet à long terme, en prenant en compte les infrastructures existantes (extractothèque et plateforme de criblage), ainsi que les besoins en évolution technique, dimensionnement, gestion des ressources humaines et partenariats. L'étude doit fournir des recommandations pratiques pour assurer la pérennité de ces infrastructures et leur alignement avec les objectifs du projet.

Les axes d'étude incluent :

- Dimensionnement et évolution de l'extractothèque et de la plateforme de criblage, afin de répondre aux besoins futurs du projet.
- Développement d'une stratégie de sourcing durable et éthique des PAPAM.
- Formation et développement des compétences locales pour assurer l'autonomie du projet à long terme.
- Analyse de la viabilité économique, avec des recommandations sur les modèles de financement et la rentabilité du projet.
- Respect des normes juridiques et éthiques, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques (protocole de Nagoya).

### 2. Aspects à étudier dans l'étude de faisabilité :

#### A. Évaluation du dimensionnement et de l'évolution de l'extractothèque

##### 1) Capacité d'accueil et stockage des plantes

- Évaluation des besoins futurs en matière de stockage des plantes et d'extraction des actifs (quantités à traiter, types de composés à extraire).
- Analyse de la capacité de gestion de l'extractothèque et des délais de traitement nécessaires pour soutenir l'augmentation des volumes de recherche.

##### 2) Technologie et équipement

- Évaluation de l'infrastructure actuelle : identification des équipements nécessaires pour accroître la capacité ou améliorer les performances.
- Proposition d'améliorations technologiques ou de modernisation pour augmenter l'efficacité des processus.

### 3) *Approvisionnement et gestion des plantes*

- Évaluation du sourcing actuel des PAPAM et identification des besoins futurs
- Mise en place d'un système de gestion durable des plantes, respectueux des normes écologiques et des pratiques agricoles responsables.

### 4) *Ressources humaines et compétences*

- Évaluation des compétences nécessaires pour soutenir l'extension de l'extractothèque (formation des équipes actuelles, recrutement de nouveaux profils).
- Proposition d'un plan de formation continue pour assurer le développement des compétences techniques nécessaires à la gestion de l'extractothèque.

### 5) *Modèle économique de l'extractothèque*

- Estimation des revenus générés par les services
- Proposition d'un modèle économique permettant de garantir la viabilité à long terme de l'extractothèque.

## B. *Évaluation du dimensionnement et de l'évolution de la plateforme de criblage à haut débit*

### 1) *Capacité de criblage et besoins futurs*

- Évaluation des performances actuelles de la plateforme de criblage et identification des besoins pour augmenter la capacité de tests, surtout si de nouveaux types d'extraits doivent être analysés.
- Proposition d'amélioration : identification des équipements et des logiciels nécessaires pour améliorer le débit et la qualité des analyses.

### 2) *Nouvelles technologies et intégration*

- Identification des nouvelles technologies dans le domaine du criblage (tests sur modèles cellulaires, criblage fonctionnel, etc.) pouvant être intégrées à la plateforme.
- Proposition de nouveaux tests et évaluations pour étendre les possibilités de criblage et mieux répondre aux exigences des secteurs pharmaceutiques, cosmétiques et alimentaires.

### 3) *Ressources humaines et compétences*

- Évaluation des compétences actuelles et des besoins futurs pour soutenir les évolutions de la plateforme de criblage.
- Proposition d'un plan de formation pour les équipes techniques et scientifiques afin de garantir une expertise continue en criblage et analyse des données.

### 4) *Modèle économique de la plateforme de criblage*

- Estimation des coûts de fonctionnement de la plateforme et analyse des revenus qui pourraient être générés par les services de criblage.
- Etude des partenariats stratégique public-privé pouvant appuyer l'évolution de la plateforme et maximiser son impact.

## C. *Sourcing des PAPAM*

### 1) *Cartographie des sources et partenariats*

- Identification des producteurs locaux et des zones géographiques à privilégier pour garantir un approvisionnement régulier et durable des plantes.

- Évaluation des partenariats avec les producteurs pour assurer la durabilité et la traçabilité des récoltes.

## 2) *Gestion durable des ressources génétiques*

- Respect du protocole de Nagoya pour garantir un accès éthique aux ressources biologiques, ainsi que le partage des bénéfices avec les communautés locales.
- Mise en place de contrats clairs avec les producteurs et autres parties prenantes pour sécuriser les récoltes et la distribution des bénéfices.

## 3) *Formation des producteurs et des tradipraticiens*

- Propositions de programmes de formation pour les producteurs afin de garantir des récoltes responsables et respectueuses de l'environnement.
- Partenariats avec les tradipraticiens pour intégrer leurs savoirs dans le processus de sélection des plantes.

### D. Formation et Compétences pour la Pérennité du Projet :

#### 1) *Évaluation des besoins en formation*

- Cartographie des compétences actuelles et des lacunes dans le domaine de l'exploitation de la biodiversité, du criblage, de l'extraction et de la gestion des PAPAM.
- Développement de programmes de formation continue pour les acteurs scientifiques, techniques et industriels locaux.

#### 2) *Développement de la formation professionnelle locale*

- Création de parcours de formation spécialisés dans la biotechnologie, la gestion de la biodiversité, et les filières agricoles durables.
- Renforcement de la formation pour les startups locales : programmes d'accompagnement pour les jeunes entreprises du secteur PAPAM et biotechnologique.

### 3. Livrables attendus :

- Rapport d'étude détaillé incluant des recommandations pour le dimensionnement et l'évolution des infrastructures (extractothèque, plateforme de criblage, sourcing PAPAM).
- Plan de pérennité pour le projet, couvrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux.
- Stratégie de formation pour le développement

## 6.2. Vérification des prestations

### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### ■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont

- fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

### 6.3. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

#### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 3000</math></b>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.</p> <p>Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	taxes du contrat.  Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de La Réunion  
27 rue Félix Guyon  
CS 61107  
Saint-Denis  
97404 Saint-Denis Cedex  
Téléphone : 02 62 92 43 60  
Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr  
Télécopie : 02 62 92 43 62  
Site internet : la-reunion.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 40 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

### ■ Utilisation des résultats de l'étude :

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre

de l'étude font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois, une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

**Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :**

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG

La rubrique *Arrêt de l'étude* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 22 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)